

**ALLIANCE POUR LA DEMOCRATIE ET LA RECONCILIATION NATIONALE  
(ADRN)-IGIHANGO**

Avenue de Roodebeek 151 bte 1 ; 1030 Bruxelles-Belgique  
Contact: Secrétariat général: tél.: 0032 494 12 42 85

COMMUNIQUE DE PRESSE.

Le procès Bizimungu Pasteur : toute solution durable à l'impasse rwandaise et régionale passe inéluctablement par une approche globale de la problématique rwandaise.

Au lendemain du verdict bidon prononcé par le tribunal de Kigali à l'encontre de l'ancien président Pasteur Bizimungu, de l'ancien ministre Charles Ntakirutinka et de leurs compagnons, diverses voix s'élèvent pour exiger la libération inconditionnelle de ces détenus innocents.

La réponse du régime de Kigali face à ces nombreux appels est prévisible, si l'on tient compte de la fin de non recevoir qui a été réservée par le régime Kagame aux conseils et pressions émanant des plus hauts niveaux de la Communauté internationale qui, depuis l'arrestation des concernés, ont plaidé en vain, auprès du régime, pour la libération de ces prisonniers d'opinion.

L'Alliance pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale (ADRN)-Igihango tient à exprimer ses vives préoccupations face au caractère d'emblée inopérant des démarches entreprises à ce sujet.

Nous craignons en effet que malgré les appels en cours en faveur des détenus le régime ne fasse la sourde oreille, du moment que les mobiles qui l'ont toujours inspiré dans son intransigeance sont toujours présents.

Tant que ce régime se réserve le droit de coller à sa guise des accusations fantomatiques de divisionnisme ethnique à tous ses adversaires politiques, il se croira naturellement assuré de l'impunité dans ce domaine.

Igihango croit que si réellement la Communauté internationale adhère au caractère universel des droits humains, elle ne devrait pas appliquer une politique de deux poids et deux mesures dans la défense des principes en rapport avec la liberté, la justice et la démocratie.

C'est pour cela que si un verdict insensé vient d'être rendu public, malgré le point de vue de l'opinion nationale et les avis contraires que la Communauté internationale n'a cessé d'émettre, la logique exigerait que des sanctions soient immédiatement prises pour isoler économiquement et politiquement le régime de Kigali, afin de le contraindre à ne pas se croire au-dessus de toute logique.

Malgré le caractère spécial du cas Pasteur Bizimungu, lié au fait que c'est un ancien président de la république, l'alliance Igihango rappelle que de nombreux autres Rwandais sont quotidiennement victimes des méfaits de la dictature et leurs doléances parviennent rarement à l'opinion publique tant intérieure qu'extérieure. Les victimes n'appartiennent pas à un groupe ethnique distinct.

Contrairement à la vision superficielle imposée par une propagande qui tend à faire croire qu'au Rwanda les Hutu sont mécontents et opposés au régime, tandis que les Tutsi soutiennent le régime.

C'est de là que vient la logique trompeuse qui veut que tout contestataire hutu est qualifié complaisamment de révisionniste, divisionniste, ou même de génocidaire, tandis que les opposants tutsi sont purement et simplement traités de voleurs, de vendus, etc.

Pour l'alliance Igihango, il est inapproprié d'aborder la question rwandaise sans reconnaître le caractère structurel de la problématique. C'est ainsi que nous déplorons le temps perdu et les énergies dépensées dans des tentatives de règlement du contentieux rwandais par la force.

Ainsi, quand le gouvernement rwandais et ses supporters avancent l'argument de la présence de réfugiés rwandais au Congo pour justifier les interventions criminelles de l'armée gouvernementale au Congo, l'Alliance considère que cette façon de faire est une preuve de cynisme et du refus de trouver une solution définitive au problème rwandais.

A ce propos, Igihango se demande comment la Communauté internationale continue de croire que de tels arguments sont convaincants, alors qu'elle n'ignore pas la tension qui règne au Rwanda, malgré la reddition "providentielle" du général Rwarakabije.

Actuellement, après le rapatriement de ce général, la chasse aux sorcières atteint son comble et jamais le régime n'a aussi été mis face à ses contradictions.

C'est pour toutes ces raisons que l'alliance Igihango considère comme étant stérile toute démarche qui visera à rapatrier physiquement des populations exilées et réticentes à rentrer au Rwanda, pour plusieurs raisons dont des motifs d'insécurité et d'absence d'une justice équitable. Enfin, l'Alliance pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale (ADRN)-Igihango est désagréablement surprise par les annonces intempestives de la Belgique sur l'opportunité de relancer, en l'état actuel des choses, la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL).

Au stade actuel de la méfiance et des provocations qui caractérisent les relations entre les Etats concernés par le projet, une telle idée a toutes les allures d'une fuite en avant ou d'une volonté d'escamoter les vrais problèmes intra Etats.

Sinon, l'on comprend très mal comment le Rwanda sera crédible dans un projet interétatique, alors que ses dirigeants véhiculent des projets diaboliques de déstabilisation du Congo.

En définitive, Igihango réitère son attachement indéfectible à un dialogue inter rwandais en bonne et due forme qui mettrait fin à toutes les tentatives de reléguer aux oubliettes le règlement du contentieux inter rwandais, seule condition pour une saine participation du Rwanda à la coopération régionale.

La libération de Pasteur Bizimungu sera hypothétique tant que le commun des mortels ne pourra pas accéder aux garanties d'une justice équitable. Et ce n'est pas en amadouant le régime de Kigali que les conditions d'une telle justice seront réunies.

Fait à Bruxelles, le 09 juin 2004

Pour ADRN-Igihango  
Joseph Ndahimana  
(Sé) Secrétaire général